

Préambule CGT FIP 43 CTL 02/12/2020-NRP

En préambule la **CGT** dénonce la manière qui est imposée par la **Direction Générale** (**DG**), relayée loyalement avec plus ou moins de zèle par les directions locales, concernant le passage en force du Nouveau Réseau de Proximité (**NRP**), tout en le présentant comme **CONCERTE**.

Dans une démocratie, comme celle de la **France**, pays de la Déclaration des Droits de l'Homme, ce n'est pas admissible.

Beaucoup de citoyens, aujourd'hui, déclarent que nous sommes carrément dans une dictature.

La **CGT** n'ira pas jusque là. Toutefois la **CGT** affirme que nous sommes dans un régime **AUTORITAIRE**...peut être à l'insu du plein gré de nos dirigeants, politiques et autres, jusqu'au plus haut niveau.

Cette réalité génère tous les débordements populaires que nous connaissons et souvent subissons actuellement (gilets jaunes et son triste célèbre 1^{er} décembre ici même au Puy en Velay, diverses réformes dont la retraite imposée de force, remise en cause des services de sécurité pourtant garants de notre sécurité à tous ...etc, etc).

A la **Direction Générale des Finances Publiques** (**DGFIP**), notre propre directeur général ne fait pas exception. Son entêtement pour imposer de force le NRP est caricatural. Alors que depuis le mois de mars nous subissons une crise sanitaire sans précédent, alors que de grandes réformes ont été logiquement repoussées à des jours plus cléments, M. Jérôme Fournel exige que cette réforme qui remet en cause la présence réelle de nos services partout sur notre territoire soit actée dès l'année **2021**.

Malgré la levée de bouclier de l'immense majorité des agents, malgré l'opposition largement majoritaire des élus (voir toutes les manifestations et motions des maires, présidents de Com Com, Président du Conseil Départemental) il ose devant nos représentants nationaux déclarer, dans une énième missive, le 29 octobre que « Dans la très droite ligne du ministre concernant les réformes et le **NRP**, comme toutes les missions doivent se poursuivre, AUCUNE RAISON de suspendre les réformes....les agents ont largement exprimé, déjà, leur désaccord ET donc la DÉMOCRATIE SOCIALE a été RESPECTÉE.

De toute façon contrairement à avant le 1^{er} confinement, la Direction Générale est dans la phase de mise en œuvre».

Là on est véritablement en présence d'un déni de DÉMOCRATIE. C'est une véritable honte.